

25.09.2002 - 10:30 Uhr

Interpharma: La liberté du choix avant la réduction des coûts

Bâle (ots) -

Même si l'augmentation des primes des caisses-maladie entraîne une conscience accrue à l'égard des problèmes de coûts du système de santé chez les citoyennes et les citoyens, ceux-ci n'en tiennent pas moins toujours à un système de haute qualité. Aucune des mesures actuellement discutées pour abaisser les coûts ne recueille de majorité. Tant le gel à l'installation des médecins, décidé par le Conseil fédéral, que la suppression du libre choix du médecin dans l'assurance de base sont rejetés. Telle est l'une des conclusions extraites du "Moniteur de la santé 2002", établi pour la cinquième fois par l'Institut bernois de recherches GfS à la demande d'Interpharma.

Le "Moniteur de la santé 2002" établi par l'Institut bernois de recherches GfS repose sur une enquête menée auprès de 1000 citoyennes et citoyens de Suisse alémanique et de Suisse romande. Il démontre les effets exercés par l'augmentation des primes de caisses-maladie. Cependant, même si, pour la première fois, la charge des primes est plus lourdement ressentie que celle des impôts, le concept de solidarité sur lequel repose l'assurance-maladie n'en reste pas moins largement accepté: 77% des personnes interrogées sont en effet d'accord pour que les cotisations des caisses-maladie soient subventionnées pour les ménages à faible revenu.

L'alourdissement croissant des primes amène aussi les personnes interrogées à remettre en question le financement de l'assurance-maladie dans sa forme actuelle. Certes, la prime individuelle avec allocations de subvention pour les personnes économiquement faibles continue à recueillir une large approbation (82%), mais les primes calculées en fonction du revenu (72%) ou les franchises dépendant du revenu (59%) sont aussi potentiellement majoritaires. Est également populaire (65% d'approbation) l'idée d'une réduction générale des primes pour les enfants. L'éventualité d'un relèvement à fin spéciale du taux de la taxe à la valeur ajoutée pour financer le système de santé est en revanche rejetée. La limitation à l'installation édictée par le Conseil fédéral à l'intention des nouveaux médecins est controversée dans la population: seuls 37% des votants se déclarent d'accord avec cette mesure, tandis que 44% la rejettent.

Neuf sur dix des personnes interrogées estiment importante l'influence de l'industrie pharmaceutique sur la puissance économique de la Suisse, et deux tiers la considèrent même comme "très importante". On reconnaît également à l'industrie pharmaceutique un rôle d'employeur important (92%) ainsi qu'un rôle de moteur de l'économie suisse (85%). Est également approuvée la nécessité d'une Suisse forte en tant que centre de recherche et de production pharmaceutique (82%), et trois personnes interrogées sur quatre sont d'avis que l'industrie pharmaceutique a besoin de bénéfices élevés pour financer la recherche et le développement de nouveaux médicaments.

Contact:

Thomas Cueni
Secrétaire général d'Interpharma
Petersgraben 35
4003 Bâle
Tél. +41/61/264'34'34
Fax +41/61/264'34'35
mailto: info@interpharma.ch

Internet: <http://www.interpharma.ch>
[004]

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002276/100020563> abgerufen werden.